



Un programme d'urgence pour le climat ambitieux

Robert HABECK (Verts), nouveau ministre de l'économie et du climat et, par ailleurs vice-chancelier, souhaite « mettre le turbo » sur le climat et la décarbonation de l'économie, face à une tâche qu'il qualifie de « gigantesque ». Il a présenté le 11 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse sous forme de bilan et perspectives, les grandes lignes d'un Paquet d'urgence pour la protection du climat, promis dans le contrat de coalition. Celui-ci contient principalement des mesures pour accélérer le développement des énergies renouvelables (EnR), l'ambition de la nouvelle coalition étant de faire revenir l'Allemagne dans la trajectoire climatique qu'elle manquera en 2021, 2022 et 2023 sans remettre en cause la sortie du nucléaire à la fin de l'année. Deux paquets (de nature législative, réglementaire et mesures transversales) seront présentés en conseil des ministres à Pâques puis en juin, pour une adoption au plus tard d'ici la fin d'année. Le [document publié](#) décline les mesures annoncées dans le contrat de coalition, sans mention du coût ni des modalités de financement.

Des mesures d'urgence pour accélérer les EnR et la décarbonation de l'économie

[L'objectif est d'affirmer la priorité forte de la nouvelle coalition et singulièrement du nouveau Ministre Habeck à la politique climat](#) et d'enclencher une dynamique dans ce « marathon » pour le climat. **Le pays n'atteindra pas ses objectifs climatiques en 2021 et devrait les manquer également en 2022 et 2023. Le recul des EnR dans le mix électrique en 2021 (40,5% contre 43,6% en 2020) et une nette augmentation des émissions (+4,5% par rapport à 2020)** contrastaient singulièrement, selon le Ministre, avec le rehaussement récent des objectifs de l'Allemagne pour 2030. **Si l'Allemagne continue sur sa lancée, elle n'aura réduit ses émissions de gaz à effet de serre que de 50 % en 2030, au lieu des 65 % visés**, soit un écart de 200 Mt. Il était donc nécessaire de « **tripler le rythme de réduction des émissions** » (de -15 Mt/an entre 2010 et 2020 à -40 Mt par an de 2022 à 2030).

[Parmi les principales mesures « d'urgence » annoncées, on pourra retenir :](#)

EnR : (hypothèse de consommation électrique de 715 TWh en 2030, contre 560 TWh aujourd'hui)

- **Hausse des volumes appelés** afin de s'aligner sur l'objectif du contrat de coalition de 80% d'EnR d'ici 2030, à travers une **réforme de la loi sur les EnR (EEG)** : objectif de 5GW d'éolien terrestre supplémentaire en 2023, 10GW d'ici 2027, pour atteindre une capacité installée de 100GW en 2030 ;
- Ancrage dans la loi du principe selon lequel le développement EnR relève de « **l'intérêt public supérieur** » et sert « **la sécurité publique** », afin d'accélérer les procédures de planification/autorisation et l'instruction des recours contentieux ;
- **Loi sur l'éolien terrestre** visant à garantir **2% de la surface nationale** (0,55% aujourd'hui) pour l'éolien (fin souhaitée des règles de distance trop contraignantes, mobilisation de fonciers contraints par des radars) et à **mieux concilier protection de la nature et du**

- climat** (uniformisation fédérale de la réglementation éolienne sur la protection des espèces) ; (cf. trajectoire AAP annexe 1.3).
- **Paquet d'accélération solaire** : objectif d'atteindre 200 GW de capacité solaire d'ici 2030 (cf. trajectoire AAP en annexe 1.3) et pour cela faire de l'installation de panneaux solaires sur les bâtiments commerciaux une obligation et sur les nouvelles constructions individuelles la règle ;
 - **Suppression de la surtaxe EEG au 01/01/2023** en réponse à la hausse de l'énergie (économie estimée à 300 €/an pour un ménage moyen), mesure engagée par le précédent gouvernement ;
 - **Soutiens supplémentaires pour l'hydrogène vert**, à travers une révision de la stratégie nationale H2 pour répondre à l'objectif de doublement à 10 GW d'ici 2030 ;
 - **Stratégie chaleur** : objectif de 50% de chaleur renouvelable d'ici 2030 ;
 - **Réforme de la loi sur l'énergie dans le bâtiment** : tout nouveau chauffage installé à partir de 2025 devra fonctionner au moins à partir de 65% d'EnR ;
 - **Soutien à l'industrie** : création des conditions juridiques nécessaires à la mise en place de CCfDs.
 - **Soutien au secteur automobile** avec une accélération massive du développement des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques (100 000 par an à partir de 2025 pour atteindre l'objectif de 15 M de VL 100% électrique d'ici 2030).

[Le ministre s'est également employé à rappeler que la transition énergétique était à la fois un défi technique, social et territorial.](#) En outre, la protection du climat était aussi l'occasion unique de développer une **culture politique partagée**. Globalement, des **efforts considérables étaient nécessaires sur les EnR** (« *S'il avait fallu 30 ans pour arriver à 42% d'EnR, il ne restait désormais que 8 ans pour atteindre les 80% visés* »). **Le rôle des centrales à gaz à titre transitoire était également indispensable. Une nouvelle réforme de la loi climat était, enfin, nécessaire.**

Des réactions dans l'ensemble positives et qui poussent à une mise en œuvre rapide

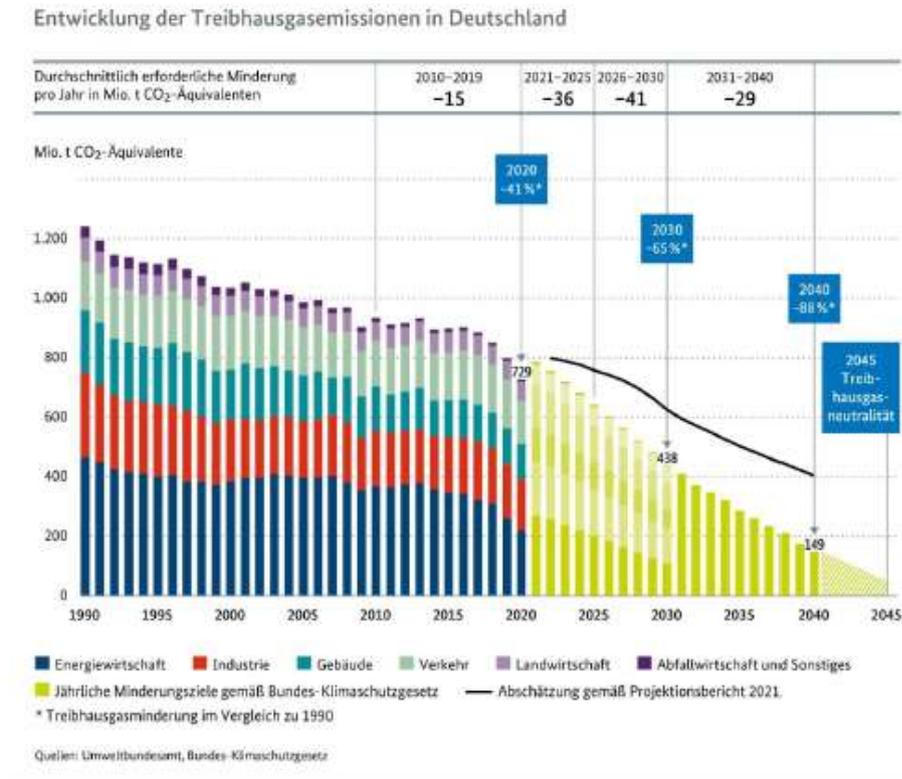
[Les annonces de R. Habeck ont eu un écho positif, y compris au sein de l'opposition CDU-CSU.](#) Die Linke, de son côté, a critiqué les projets du ministre, les jugeant « **trop maigres et socialement déséquilibrés** ». **Les ONG quant à elles saluent, dans une certaine mesure, le plan comme un pas en avant pour le climat.** Le président du BUND, Olaf Bandt, a toutefois critiqué le fait que **le gaz devrait encore « jouer un rôle important pendant trop longtemps »**. Les Amis de la nature ont critiqué, eux, des **déficits dans le domaine des économies d'énergie**. La Deutsche Umwelthilfe a, enfin, insisté pour que des mesures soient prises dans d'autres domaines, comme **les transports et l'agriculture**.

[Du côté des milieux économiques \(y compris au sein de la branche EnR\), on souhaite une mise en œuvre rapide des mesures.](#) Il faut maintenant « **moins de bureaucratie et plus de rapidité dans les procédures de planification et d'autorisation** », pour la Chambre de commerce allemande (DIHK). La fédération industrielle BDI a insisté sur une « **offensive sur les infrastructures sans précédent** ». Enfin, selon la fédération des industries de l'énergie et de l'eau (BDEW), il y a une chance de « **desserrer les nombreuses entraves et freins qui ont étouffé par le passé le développement des EnR** ».

ANNEXE

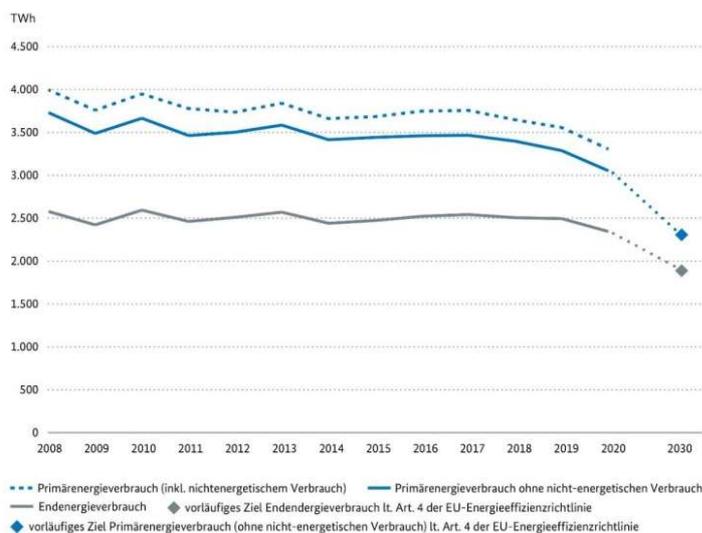
Graphiques extraits du rapport présenté

1) Evolution des émissions de gaz à effet de serre en Allemagne par secteur d'activités



Légende : Energie, Industrie, Bâtiment, Transport, Agriculture, Déchets/divers ; en vert clair : objectif annuel de réduction conformément à la loi de protection du climat ; courbe en noir : projection suivant le rapport 2021

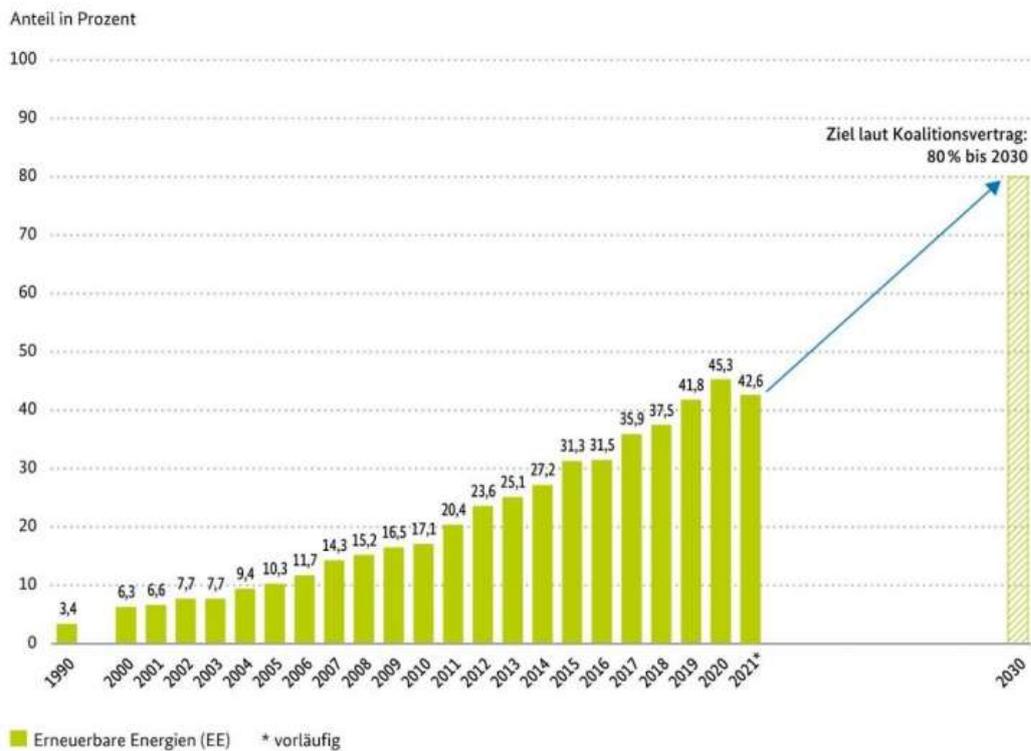
1) Consommation d'énergie en Allemagne et objectif 2030 en TWh – vers plus de sobriété



Légende : consommation primaire d'énergie (y compris consommation non-énergétique) ; consommation primaire d'énergie (sans consommation non-énergétique) ; consommation d'énergie finale ; objectif temporaire de consommation d'énergie finale selon l'art 4 de la directive EE ; objectif temporaire de consommation d'énergie primaire selon l'art 4 de la directive EE ;

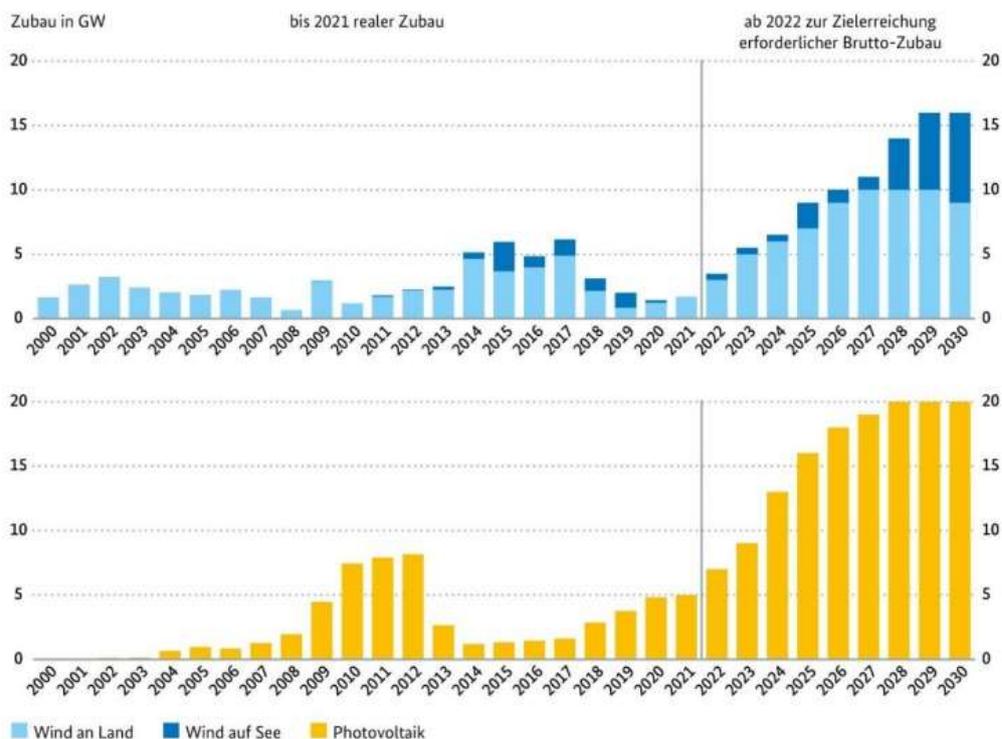
Source : BMWK, Eröffnungsbilanz Klimaschutz, p. 10

2) Part des EnR dans la consommation brute d'électricité



Source : BMWK, Eröffnungsbilanz Klimaschutz, p. 12

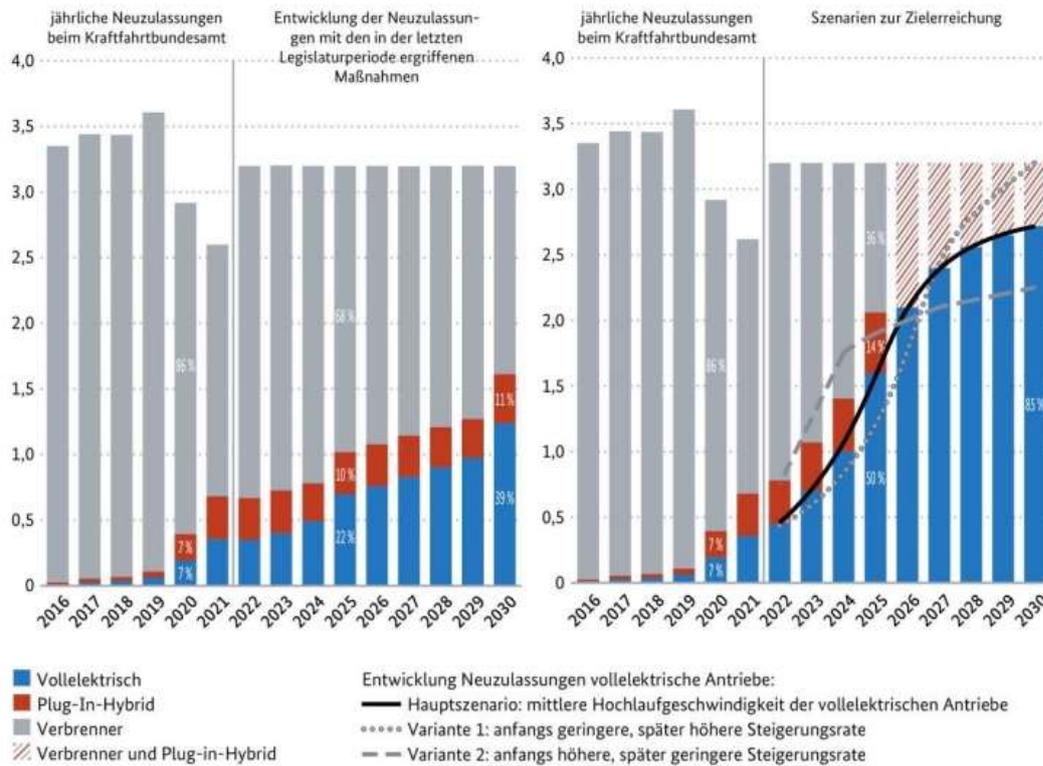
3) Développement éolien et solaire et projections des capacités nécessaires



Légende : Eolien terrestre / éolien offshore / PV

Source : BMWK, Eröffnungsbilanz Klimaschutz, p. 13

4) Développement de l'électromobilité (avant et après la nouvelle coalition)



Légende : Plug-In-Hybride (rouge) / 100% électrique –bleu) ; scénario principal (noir)

Source : BMWK, Eröffnungsbilanz Klimaschutz, p. 25